

Les actionnaires de Lyonnaise des Eaux de Casablanca, par abréviation Lydec, Société Anonyme au capital de 800.000.000 dirhams, ayant son Siège Social à Casablanca, au 48 rue Mohamed Diouri, immatriculée à Casablanca, au Registre du Commerce sous le numéro 80617 sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 294 de la loi 17-95 qui se tiendra :

**le mercredi 4 juin 2014 à 10h00**

**au siège de la Bourse de Casablanca**

Angle avenue de l'Armée Royale et rue Arrachid Mohamed, Casablanca.

En vue de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos au 31 décembre 2013 ;
- Rapport des commissaires aux comptes concernant l'exercice clos au 31 décembre 2013 ;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes concernant l'exercice 2013 sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes ;
- Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport des commissaires aux comptes, du bilan et des comptes 2013 ;
- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes ;
- Affectation des résultats ;
- Quitus s'il y a lieu aux administrateurs ;
- Quitus s'il y a lieu aux commissaires aux comptes ;
- Quitus s'il y a lieu aux administrateurs démissionnaires ;
- Ratification de la cooptation de deux nouveaux administrateurs ;
- Pouvoirs pour formalités.

**Les détenteurs d'actions au porteur doivent, pour être admis à cette Assemblée, fournir au siège de la société, une attestation émanant d'un organisme bancaire ou d'une société de bourse agréée, justifiant la qualité d'actionnaire et ce, au plus tard, cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée.**

**Les titulaires d'actions nominatives, pour être admis à l'Assemblée, sont tenus d'être inscrits, cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée, dans les registres de la société.**

En cas de représentation de propriétaires de titres au porteur, les mandataires doivent en plus déposer la justification de leur mandat.

Les actionnaires désirant voter par correspondance, devront demander un formulaire de vote par correspondance au siège social au plus tard dix (10) jours avant la date de la réunion, ledit formulaire étant également disponible sur le site Internet de Lydec [www.lydec.ma](http://www.lydec.ma), rubrique Communication Financière. L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'Assemblée ou de s'y faire représenter. Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 modifiée et complétée par loi 20-05 relative aux sociétés anonymes peuvent demander par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social dans les dix (10) jours qui suivent cet avis, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour. Les documents requis par la loi sont mis à la disposition des actionnaires au siège social. Pour toute information sur l'Assemblée Générale, veuillez contacter le Secrétaire Exécutif :

**Secrétariat Exécutif**

**Madame Catherine LEBOUL-PROUST**

Angle avenue Moulay Hassan 1<sup>er</sup> et rue Gouraud - 20070 Casablanca

E-mail : [catherine.leboulproust@lydec.co.ma](mailto:catherine.leboulproust@lydec.co.ma)

Les documents requis par la loi sont mis à la disposition des actionnaires au siège social.

Le projet des résolutions qui seront soumises à cette Assemblée, tel qu'il est arrêté par le Conseil d'Administration, se présente comme suit :

### Projet de texte des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

#### Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2013 et le rapport des commissaires aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2013, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2013 tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un

bénéfice net de + 295 845 133,67 Dhs ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

#### Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

#### Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2013 ainsi qu'il suit :

• Soit bénéfice net de l'exercice 2013	Dh + 295 845 133,67
• 5% à la réserve légale (plafonnée à 10% du capital social)	Dh - 0,00
• Solde	Dh + 0,00
• Report à nouveau	Dh + 499 599 859,84
• Bénéfice distribuable	Dh = 795 444 993,51
• À distribuer à titre de dividendes (à raison de 24,5 Dh par action)	Dh - 196 000 000,00
• Solde affecté en report à nouveau soit	Dh + 599 444 993,51

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 10 juillet 2014.

#### Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2013.

#### Cinquième résolution

Monsieur Stéphane CORDIER, ayant démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 21/01/2014, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet administrateur, quitus de sa gestion au titre de la période s'étalant du 12 mars 2008 au 21 janvier 2014.

#### Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et ratifie la cooptation, en qualité d'administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration en date du 6 juin 2013 de, Madame Marie-Ange DEBON, dirigeant au sein de Suez Environnement, de nationalité française, née le 18 mai 1965 à Boulogne Billancourt (92) - France, titulaire du passeport n°09PH27248, demeurant 1 avenue Niel - 75017 Paris - France. Le mandat de cet administrateur prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

#### Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et ratifie la cooptation, en qualité d'administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration en date du 12 février 2014 de, Monsieur Jean-Claude DEPAIL, dirigeant au sein de GDF SUEZ, de nationalité française, né à Guéméné-Penfao (France), titulaire du passeport n°04TK25762, demeurant 107 bis rue Paul Vaillant Couturier à Levallois-Perret (92300) - France. Le mandat de cet administrateur prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

#### Huitième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Madame Catherine LEBOUL-PROUST de nationalité française, née le 1<sup>er</sup> juillet 1969 à Romilly-sur-Seine, demeurant à Casablanca, 15 impasse Chellah - quartier Longchamp - Casablanca, titulaire du passeport n°08DA973192, et à toute personne qu'elle substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

Le Conseil d'Administration



# Communication financière

Comptes sociaux du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

En DH

## BILAN ACTIF

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE
	Brut	Amortissements et provisions	Net	PRECEDENT
<b>I. A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE</b>	<b>18 624 010 364,85</b>	<b>9 207 504 613,00</b>	<b>9 416 505 751,85</b>	<b>7 934 258 226,50</b>
<b>Immobilisations terminées</b>				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 441 347 040,69	59 967 300,09	73 051 538,98
Immobilisations financées par fonds de travaux	2 025 494 544,42	833 374 295,00	1 192 120 249,42	1 017 961 009,23
Immobilisations financées par Lydec	5 292 780 382,81	2 500 288 304,58	2 792 492 078,23	2 540 463 522,67
Immobilisations financées par les tiers	1 230 810 653,75	744 199 983,85	486 610 669,90	500 549 363,77
Immobilisations reçues gratuitement	2 632 074 451,34	688 294 988,88	1 943 779 462,46	1 476 906 840,79
<b>Immobilisations en cours</b>				
Immobilisations en cours financées par fonds de travaux	1 413 936 611,62	-	1 413 936 611,62	935 253 492,17
Immobilisations en cours financées par Lydec	1 005 558 441,75	-	1 005 558 441,75	857 732 920,38
Immobilisations en cours financées par les tiers	342 500 854,10	-	342 500 854,10	353 229 659,27
<b>Fonds de retraite</b>	<b>179 540 084,28</b>	<b>-</b>	<b>179 540 084,28</b>	<b>179 109 879,24</b>
<b>I. B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE</b>	<b>7 261 943 358,34</b>	<b>3 372 941 578,26</b>	<b>3 889 001 780,08</b>	<b>3 511 655 233,88</b>
<b>Immobilisations en non valeur</b>	<b>370 337 385,19</b>	<b>348 785 201,74</b>	<b>21 552 183,45</b>	<b>27 254 411,91</b>
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	370 337 385,19	348 785 201,74	21 552 183,45	27 254 411,91
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>6 376 332 681,33</b>	<b>2 592 607 220,60</b>	<b>3 783 725 460,73</b>	<b>3 396 347 604,01</b>
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevet, marques, droits et valeurs similaires	77 445 510,16	63 975 162,55	13 470 347,61	10 541 246,30
<b>Fonds commercial</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Autres immobilisations incorporelles (financement délégataire)	6 298 338 824,56	2 528 083 711,44	3 770 255 113,12	3 385 806 357,71
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>509 490 320,30</b>	<b>428 373 155,92</b>	<b>81 117 164,38</b>	<b>86 242 729,96</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	950 417,57	198 747,84	214 647,67
Matériel et outillage	250 428 564,64	206 895 580,11	43 532 984,53	50 991 545,62
Matériel de transport	53 201 529,68	44 313 053,58	8 888 476,10	7 221 820,39
Matériel mobilier de bureau	43 346 415,77	40 108 519,62	3 237 896,15	142 012,98
Matériel informatique	147 116 393,76	121 959 792,50	25 156 601,26	27 526 529,93
Autres immobilisations corporelles	14 248 251,04	14 145 792,54	102 458,50	146 173,37
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 782 971,52</b>	<b>3 176 000,00</b>	<b>2 606 971,52</b>	<b>1 810 488,00</b>
Prêts et créances immobilisées	2 606 971,52	-	2 606 971,52	1 810 488,00
Titres de participation	3 176 000,00	3 176 000,00	-	0,00
<b>Ecart de conversion</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
<b>TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC &amp; DP</b>	<b>25 885 953 723,19</b>	<b>12 580 446 191,26</b>	<b>13 305 507 531,93</b>	<b>11 445 913 460,38</b>
<b>II. ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)</b>				
<b>Stocks (F)</b>	<b>48 691 255,75</b>	<b>13 303 836,20</b>	<b>35 387 419,55</b>	<b>40 810 439,18</b>
Matières et fournitures consommables	48 691 255,75	13 303 836,20	35 387 419,55	40 810 439,18
<b>Créances de l'actif circulant (G)</b>	<b>2 411 442 713,20</b>	<b>301 863 316,25</b>	<b>2 109 579 396,95</b>	<b>2 039 712 438,20</b>
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	85 377 948,29	-	85 377 948,29	18 974 980,99
Clients et comptes rattachés	1 632 823 367,98	301 863 316,25	1 330 960 051,73	1 400 612 937,92
Personnel débiteur	48 078 487,52	-	48 078 487,52	63 340 439,87
Etat débiteur	431 507 460,08	-	431 507 460,08	391 591 453,41
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	185 788 229,72	25 651 226,19	160 137 003,53	146 323 488,07
Comptes de régularisation actif	27 867 219,61	-	27 867 219,61	18 869 137,94
<b>Titres et valeurs de placement (H)</b>	<b>140 705 668,01</b>	<b>-</b>	<b>140 705 668,01</b>	<b>160 000 000,00</b>
Bons du Trésor (fonds de travaux)	60 000 000,00	-	60 000 000,00	160 000 000,00
Placements Lydec	80 705 668,01	-	80 705 668,01	-
<b>Ecart de conversion actif circulant (I)</b>	<b>299 849,04</b>	<b>-</b>	<b>299 849,04</b>	<b>94 683,84</b>
(Eléments circulants)				
<b>TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)</b>	<b>2 601 139 486,00</b>	<b>340 818 378,64</b>	<b>2 260 321 107,36</b>	<b>2 240 617 561,22</b>
<b>III. TRESORERIE - ACTIF</b>				
Chèques et Valeurs à encaisser	224 231 114,16	-	224 231 114,16	93 047 291,33
Fonds externes	70 331 527,07	-	70 331 527,07	223 616 757,78
Banques	124 098 152,78	-	124 098 152,78	5 839 489,29
Caisse	387 119,73	-	387 119,73	426 157,65
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF</b>	<b>419 047 913,74</b>	<b>-</b>	<b>419 047 913,74</b>	<b>322 929 696,05</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>28 906 141 122,93</b>	<b>12 921 264 569,90</b>	<b>15 984 876 553,03</b>	<b>14 009 460 717,65</b>

En DH

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

OPERATIONS	EXERCICE		EXERCICE
	PROPRES A L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRECEDENTS (2)	TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ventes de marchandises (en l'état)	5 379 692 296,41	30 873 306,77	5 410 565 603,18
Ventes de biens et services	941 895 766,73	-	941 895 766,73
Variation de stocks de produits	-	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	135 409 897,33	-	135 409 897,33
Subventions d'exploitation	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	322 197 909,46	-	322 197 909,46
<b>TOTAL I</b>	<b>6 779 195 869,93</b>	<b>30 873 306,77</b>	<b>6 810 069 176,70</b>
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>3 560 281 226,89</b>	<b>-</b>	<b>3 560 281 226,89</b>
Achats revendus de marchandises	3 560 281 226,89	-	3 560 281 226,89
Achats consommés de matières et fournitures	973 488 023,75	-	973 488 023,75
Autres charges externes	246 921 212,00	287 565,35	247 208 777,35
Impôts et taxes	7 137 629,79	-	7 137 629,79
Charges de personnel	780 977 342,12	-	780 977 342,12
Autres charges d'exploitation	30 770 583,11	-	30 770 583,11
Dotations d'exploitation	744 583 545,81	-	744 583 545,81
<b>TOTAL II</b>	<b>6 344 159 563,47</b>	<b>287 565,35</b>	<b>6 344 447 128,82</b>
<b>III. RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)</b>	<b>435 036 306,46</b>	<b>-</b>	<b>435 036 306,46</b>
<b>IV. PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-
Gains de change	113 356,52	-	113 356,52
Intérêts et autres produits financiers	1 686 702,03	-	1 686 702,03
Reprises financières : transfert de charges	35 362 312,68	-	35 362 312,68
<b>TOTAL IV</b>	<b>37 162 371,23</b>	<b>-</b>	<b>37 162 371,23</b>
<b>V. CHARGES FINANCIERES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Charges d'intérêts	80 103 531,03	-	80 103 531,03
Perte de change	435 146,50	-	435 146,50
Autres charges financières	-	-	-
Dotations financières	229 849,04	-	229 849,04
<b>TOTAL V</b>	<b>80 768 526,57</b>	<b>-</b>	<b>80 768 526,57</b>
<b>VI. RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)</b>	<b>-43 606 155,34</b>	<b>-</b>	<b>-43 606 155,34</b>
<b>VII. RESULTAT COURANT VII = (III+VI)</b>	<b>391 430 151,12</b>	<b>-</b>	<b>391 430 151,12</b>

En DH

## BILAN PASSIF

PASSIF	EXERCICE		EXERCICE
	Montant net	EXERCICE PRECEDENT	Montant net
<b>I. DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)</b>	<b>9 416 505 751,79</b>	<b>7 934 258 226,47</b>	
Financement fonds de travaux	7 940 745 496,77	7 157 920 413,12	
Amortissement financement fonds de travaux	-5 274 721 335,69	-5 131 654 372,76	
Financement délégataire	6 298 338 824,56	5 559 147 879,51	
Amortissement financement délégataire	-2 499 676 383,25	-2 160 673 290,40	
Financement tiers	4 205 385 959,19	3 573 175 463,76	
Amortissement financement tiers	-1 433 106 894,06	-1 242 767 745,99	
Fonds de retraite	179 540 084,27	179 109 879,23	
Dettes de l'Autorité Délégante / RCAR	-	1 142 967 389,00	
RCAR	-	-1 142 967 389,00	
Emprunts obligataires financement retraite - Principal	3 110 372 367,55	663 189 892,68	
Dettes de l'Autorité Délégante	-3 110 372 367,55	-663 189 892,68	
<b>Capitaux propres (A)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00	
dont Capital souscrit non appelé	-	-	
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00	
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-	
Ecart de réévaluation	-	-	
Réserves légales	80 000 000,00	80 000 000,00	
Autre Réserves	-	-	
Report à nouveau	499 599 859,84	405 345 581,66	
Résultat net en instance d'affectation	-	-	
Résultat net de l'exercice	295 845 133,67	274 254 278,18	
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>1 675 444 993,51</b>	<b>1 559 599 859,84</b>	
<b>Capitaux propres assimilés (B)</b>	<b>12 471 750,50</b>	<b>12 471 750,50</b>	
Subventions d'investissement	12 471 750,50	12 471 750,50	
Provisions réglementées	-	-	
Comptes de liaison	-	-	
<b>Dettes de financement (C)</b>	<b>1 573 500 479,79</b>	<b>1 385 535 681,85</b>	
Emprunts obligataires	960 000 000,00	1 040 000 000,00	
Emprunts Commerciaux	250 000 000,00	0,00	
Dépôts de Garantie Clientèle	363 500 479,79	345 535 681,85	
<b>Provisions durables pour risques et charges (D)</b>	<b>30 000 000,00</b>	<b>30 000 000,00</b>	
Ecart de conversion passif (E)	-	-	
Augmentation des créances immobilisées	-	-	
Diminution des dettes de financement	-	-	
<b>TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)</b>	<b>12 707 922 975,59</b>	<b>10 921 865 518,66</b>	
<b>II. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Dettes passif circulant (F)</b>	<b>3 133 892 289,44</b>	<b>2 944 921 826,74</b>	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 961 371 381,99	1 765 898 766,06	
Clients créditeurs, avances et acomptes	121 977 566,33	138 401 686,21	
Personnel	55 523 749,50	57 457 009,48	
Organismes sociaux	25 320 396,18	37 833 851,15	
Etat	596 913 903,92	553 318 578,62	
Comptes d'associés créditeurs	-	-	
Fonds de travaux	52 181 111,03	106 146 305,31	
Autres créanciers	145 696 704,63	172 947 832,75	
Comptes de régularisation passif	174 907 475,86	112 917 797,16	
<b>Autres provisions pour risques et charges (G)</b>	<b>9 473 732,27</b>	<b>9 473 732,27</b>	
<b>Ecart de conversion passif circulant (H)</b>	<b>242 967,74</b>	<b>18 707,37</b>	
<b>TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F+G+H)</b>	<b>3 145 119 016,85</b>	<b>2 954 414 266,38</b>	
<b>III. TRESORERIE - PASSIF</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Crédits d'escompte	-	-	
Crédits de trésorerie	-	100 000 000,00	
Banques (soldes créditeurs)	131 834 560,59	33 180 932,61	
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF</b>	<b>131 834 560,59</b>	<b>133 180 932,61</b>	
<b>TOTAL GENERAL PASSIF</b>	<b>15 984 876 553,03</b>	<b>14 009 460 717,65</b>	

En DH

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) (SUITE)

OPERATIONS	EXERCICE		EXERCICE
	PROPRES A L'EXERCICE (1)	CONCERNANT LES EXERCICES PRECEDENTS (2)	TOTAUX DE L'EXERCICE (3) = (1)+(2)
<b>VII. RESULTAT COURANT (reports)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>422 015 892,54</b>
<b>VIII. PRODUITS NON COURANTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Produits des cessions d'immobilisations	39 633,96	-	39 633,96
Subvention d'équilibre	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-
Autres produits non courants	4 578 882,48	82 419 581,73	86 998 464,21

En DH

### ETAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)

	TOTAUX AU 30 JUIN 2013	TOTAUX AU 30 JUIN 2012
<b>TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)</b>		
1 + Ventes de fluides	5 410 565 603,18	5 292 118 641,72
2 - Achats de fluides	3 542 723 326,12	3 498 086 465,08
<b>I = MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT</b>	<b>1 867 842 277,06</b>	<b>1 794 032 176,64</b>
<b>II + PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>1 077 305 664,06</b>	<b>876 826 416,66</b>
3 Ventes de biens et services produits	941 895 766,73	736 565 723,19
4 Variation de stocks	-	-
5 Immobilisations produites	135 409 897,33	140 260 693,47
<b>III - CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>1 220 696 801,10</b>	<b>1 038 852 230,58</b>
6 Achats consommés de matières et de fournitures	973 488 023,75	784 912 529,33
7 Autres charges externes	247 208 777,35	253 939 701,25
<b>IV = VALEUR AJOUTEE (I+II-III)</b>	<b>1 724 451 140,02</b>	<b>1 632 006 362,72</b>
8 + Subventions d'exploitation reçues	-	-
9 - Impôts et taxes	7 137 629,79	2 353 598,52
10 - Charges de personnel	780 977 342,12	767 008 258,81
<b>V = EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	<b>936 336 168,11</b>	<b>862 644 505,39</b>
<b>= INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
11 + Autres produits d'exploitation	-	-
12 - Autres charges d'exploitation	30 770 583,11	18 837 753,55
13 + Reprises d'exploitation - transfert de charges	304 640 008,69	288 879 932,37
14 - Dotations d'exploitation	744 583 545,81	671 222 146,72
<b>VI = RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>465 622 047,88</b>	<b>461 464 537,49</b>
<b>VII RESULTAT FINANCIER</b>	<b>- 43 606 155,34</b>	<b>- 40 863 427,43</b>
<b>VIII = RESULTAT COURANT</b>	<b>422 015 892,54</b>	<b>420 601 110,06</b>
<b>IX RESULTAT NON COURANT</b>	<b>48 532 966,27</b>	<b>3 828 260,10</b>
15 - Impôts sur les sociétés	174 703 725,14	150 175 091,98
<b>X = RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>295 845 133,67</b>	<b>274 254 278,18</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>		
<b>1 RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Bénéfice +	295 845 133,67	274 254 278,18
Perte -	-	-
2 + Dotations d'exploitation	404 658 057,17	367 815 019,07
3 + Dotations financières	-	-
4 + Dotations non courantes	-	-
5 - Reprises d'exploitation	-	-
6 - Reprises financières	-	-
7 - Reprises non courantes	-	-
8 - Produits des cessions d'immobilisations	- 39 633,96	- 45 738,17
9 + Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	735 743,15	27 129,75
<b>I CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>	<b>701 199 300,03</b>	<b>642 050 688,83</b>
10 Distribution de bénéfices	180 000 000,00	184 000 000,00
<b>II AUTOFINANCEMENT</b>	<b>521 199 300,03</b>	<b>458 050 688,83</b>

En DH

### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

#### INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

##### I. ACTIF IMMOBILISE

##### A - EVALUATION A L'ENTREE

1. Immobilisations en non - valeurs	Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges
2. Immobilisations incorporelles	Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel
3. Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition ( prix d'achat + frais accessoires )
4. Immobilisations financières	Valeur nominale

##### B - CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissements	Autres immobilisations incorporelles (financement délégataire) : amortissement de caducité
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Reste du poste immobilisations : amortissement linéaire
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	N/A
	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

##### II. ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)

##### A - EVALUATION A L'ENTREE

1. Stocks	CUMP
2. Créances	Valeur nominale
3. Titres et valeurs de placement	Valeur nominale

##### B - CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Antériorité et nature de l'actif circulant
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

##### III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation	N/A
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	N/A
3. Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

##### IV. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges	Evaluation individuelle du risque
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

##### V. TRÉSORERIE

1. Trésorerie - actif	Valeur nominale
2. Trésorerie - passif	Valeur nominale
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A

##### VI. ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES

**VENTES DE FLUIDES** Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice

**VENTES DE TRAVAUX** Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée  
Méthode "à l'avancement" des travaux

##### VII. EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'AUTORITE DELEGANTE

Méthode d'évaluation Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité délégante dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire.

En DH

### TABEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE (a)	EXERCICE PRECEDENT (b)	VARIATION (a - b)	
			EMPLOIS	RESSOURCES
Financement permanent	12 707 922 975,59	10 921 865 518,66	-	1 786 057 456,93
Actif immobilisé	13 305 507 531,93	11 445 913 460,38	1 859 594 071,55	-
<b>Fonds de roulement fonctionnel (A)</b>	<b>- 597 584 556,34</b>	<b>- 524 047 941,72</b>	<b>73 536 614,62</b>	<b>-</b>
Actif circulant	2 260 321 107,36	2 240 617 561,22	19 703 546,14	-
Passif circulant	3 145 119 016,85	2 954 414 266,38	-	190 704 750,47
<b>Besoin de financement global (B)</b>	<b>- 884 797 909,49</b>	<b>- 713 796 705,16</b>	<b>-</b>	<b>171 001 204,33</b>
<b>TRESORERIE NETTE (A+B)</b>	<b>287 213 353,15</b>	<b>189 748 763,44</b>	<b>97 464 589,71</b>	<b>-</b>
<b>EMPLOIS ET RESSOURCES</b>				
<b>EXERCICE</b>				
<b>EXERCICE PRECEDENT</b>				
<b>VARIATION (a - b)</b>				
<b>EMPLOIS</b>				
<b>RESSOURCES</b>				
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>Autofinancement (A)</b>	-	<b>521 199 300,03</b>	-	<b>458 050 688,83</b>
Capacité d'autofinancement	-	701 199 300,03	-	642 050 688,83
Distribution de bénéfices	-	-180 000 000,00	-	-184 000 000,00
<b>Cession et réduction d'immobilisation (B)</b>	<b>-</b>	<b>39 633,96</b>	<b>-</b>	<b>1 409 627,23</b>
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	39 633,96	-	45 738,17
Cession d'immobilisations financières	-	-	-	1 363 889,06
Récupération sur créances immobilisées	-	-	-	-
<b>Augmentation des capitaux propres assimilés (C)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 471 751,50</b>
Augmentation du capital	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	12 471 751,50
<b>Augmentation des dettes de financement (D)</b>	<b>-</b>	<b>298 325 223,30</b>	<b>-</b>	<b>47 166 701,83</b>
Dépôts de garantie	-	48 325 223,30	-	47 166 701,83
Emprunt à long terme	-	250 000 000,00	-	-
<b>TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>	<b>-</b>	<b>819 564 157,29</b>	<b>-</b>	<b>519 098 769,39</b>
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>Acquisition, augmentation d'immobilisation (E)</b>	<b>774 840 080,11</b>	<b>-</b>	<b>619 228 407,45</b>	<b>-</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	27 884 680,44	-	29 813 371,84	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	746 158 916,15	-	589 415 035,61	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	796 483,52	-	-	-
<b>Remboursement des capitaux propres (F)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Remboursement des dettes de financement (G)</b>	<b>110 360 425,36</b>	<b>-</b>	<b>107 975 395,49</b>	<b>-</b>
Dépôts de garantie	30 360 425,36	-	27 975 395,49	-
Emprunt à long terme	80 000 000,00	-	80 000 000,00	-
<b>Acquisition d'immobilisation en non valeur (H)</b>	<b>7 900 266,44</b>	<b>-</b>	<b>8 049 195,88</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>893 100 771,91</b>	<b>-</b>	<b>735 252 998,82</b>	<b>-</b>
<b>III. VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL</b>	<b>-</b>	<b>171 001 204,33</b>	<b>-</b>	<b>168 606 364,89</b>
<b>IV. VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>97 464 589,71</b>	<b>-</b>	<b>-47 547 864,54</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>990 565 361,62</b>	<b>990 565 361,62</b>	<b>687 705 134,28</b>	<b>687 705 134,28</b>

En DH

### ETAT DES DEROGATIONS

#### INDICATION DES DEROGATIONS

#### JUSTIFICATION DES DEROGATIONS

#### INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS

I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant
II. Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux	
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	

En DH

### ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

#### NATURE DES CHANGEMENTS

#### JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS

#### INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS

I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant
II. Changements affectant les modalités d'application	

En DH

### TABEAU DES AMORTISSEMENTS

NATURE	CUMUL DEBUT EXERCICE (1)	DOTATION DE L'EXERCICE (2)	AMORT. SUR IMMOB. SORTIES (3)	CUMUL D'AMORT. FIN EXERCICE (4) = (1)+(2)-(3)
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR</b>	<b>335 182 706,84</b>	<b>13 602 494,90</b>	<b>-</b>	<b>348 785 201,74</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
Charges à répartir sur Honoraires	335 182 706,84	13 602 494,90	-	348 785 201,74
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>2 233 826 161,62</b>	<b>358 790 066,46</b>	<b>- 9 007,03</b>	<b>2 592 607 221,05</b>
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	548 346,61
Brevet, marques, droits et valeur similaires	59 936 293,21	4 038 869,79	-	63 975 163,00
Immobilisations financement Lydec domaine délégué	2 173 341 521,80	354 751 196,67	- 9 007,03	2 528 083 711,44
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>405 842 486,63</b>	<b>32 265 495,81</b>	<b>- 9 734 826,52</b>	<b>428 373 155,92</b>
<b>Terrains</b>				
Constructions	934 517,74	15 899,83	-	950 417,57
Installations techniques, matériel et outillage	188 954 259,79	19 009 012,89	- 1 067 692,57	206 895 580,11
Matériel de transport	42 707 709,29	1 605 344,29	-	44 313 053,58
Mobilier, matériel de bureau	42 694 351,94	1 856 855,28	- 4 442 687,60	40 108 519,62
Matériel informatique	116 449 570,20	9 734 668,65	- 4 224 446,35	121 959 792,50
Agencement, installation et aménagement	14 102 077,67	43 714,87	-	14 145 792,54
<b>TOTAL</b>	<b>2 974 851 355,09</b>	<b>404 658 057,17</b>	<b>- 9 743 833,55</b>	<b>3 369 765 578,71</b>



# Communication financière

Comptes sociaux du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013

En DH

## TABEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

DESIGNATION	MONTANT BRUT DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN D'EXERCICE
		ACQUISITION	PRODUCTION PAR L'ENTREPRISE	VIREMENT	CESSION	RETRAIT	VIREMENT	
<b>IMMOBILISATIONS DU DOMAINE CONCEDE</b>	<b>16 290 243 756,41</b>	<b>2 158 317 047,18</b>	-	895 053 216,18	- 34 495,00	-	- 899 109 244,20	18 444 470 280,57
Immobilisations gestion déléguée terminées	14 144 027 684,59	647 483 995,35	-	895 053 216,18	- 34 495,00	-	- 4 056 028,02	15 682 474 373,10
Immobilisations gestion déléguée en cours	2 146 216 071,82	1 510 833 051,83	-	-	-	-	- 895 053 216,18	2 761 995 907,47
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</b>	<b>362 437 118,75</b>	<b>7 900 266,44</b>	-	-	-	-	-	370 337 385,19
Frais préliminaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	362 437 118,75	7 900 266,44	-	-	-	-	-	370 337 385,19
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 630 173 765,18</b>	<b>750 249 439,17</b>	-	582 334 278,72	- 34 495,00	-	- 586 390 306,74	6 376 332 681,33
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	-	-	-	-	548 346,61
Brevet, marques	70 477 539,06	6 967 971,10	-	-	-	-	-	77 445 510,16
Autres immobilisations incorporelles ( financement Lydec )	5 559 147 879,51	743 281 468,07	-	582 334 278,72	- 34 495,00	-	- 586 390 306,74	6 298 338 824,56
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>492 085 216,59</b>	<b>23 794 157,39</b>	-	4 056 028,02	- 10 445 081,70	-	-	509 490 320,30
Terrain	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	-	-	-	-	-	-	1 149 165,41
Installations techniques, matériel et outillage	239 945 805,41	11 592 324,23	-	-	- 1 109 565,00	-	-	250 428 564,64
Matériel de transport	49 929 529,68	3 272 000,00	-	-	-	-	-	53 201 529,68
Mobilier, matériel de bureau	42 836 364,92	1 545 269,85	-	4 056 028,02	- 5 091 247,02	-	-	43 346 415,77
Matériel informatique	143 976 100,13	7 384 563,31	-	-	- 4 244 269,68	-	-	147 116 393,76
Autres immobilisations incorporelles	14 248 251,04	-	-	-	-	-	-	14 248 251,04
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, par rubrique et par type de mouvement

En DH

## TABEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL EN DH	PARTICIPATION AU CAPITAL	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL EN DH	VALEUR NETTE COMPTABLE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS D'EXPLOITATION INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE
						DATE DE CLÔTURE	SITUATION NETTE	RESULTAT NET	
Lydec Services	Travaux eau, assainissement, électricité	3 176 000,00	100%	100	-	31 déc. 2013	- 2 887 805,89	- 5 562 667,22	490 000,00

En DH

## TABEAU DES PROVISIONS

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	D'EXPLOITATION	FINANCIERES	NON COURANTES	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	30 000 000,00	-	-	-	-	-	-	30 000 000,00
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>30 000 000,00</b>	-	-	-	-	-	-	<b>30 000 000,00</b>
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	302 145 636,64	338 917 744,44	-	-	300 245 002,44	-	-	340 818 378,64
5. Autres Provisions pour risques et charges	9 432 540,72	1 007 744,20	-	5 702 997,78	4 395 006,25	-	928 500,00	10 819 776,45
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	41 191,55	-	229 849,04	-	107 057,37	-	-	163 983,22
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>311 578 177,36</b>	<b>339 925 488,64</b>	<b>229 849,04</b>	<b>5 702 997,78</b>	<b>304 747 066,06</b>	-	<b>928 500,00</b>	<b>351 802 138,31</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>341 578 177,36</b>	<b>339 925 488,64</b>	<b>229 849,04</b>	<b>5 702 997,78</b>	<b>304 747 066,06</b>	-	<b>928 500,00</b>	<b>381 802 138,31</b>

En DH

## TABEAU DES CREANCES

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES & NON RECOURVEES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTÉ PAR EFFET
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 606 971,52</b>	<b>2 606 971,52</b>	-	-	-	-	-	-
Prêts immobilisés	2 606 971,52	2 606 971,52	-	-	-	-	-	-
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 411 442 713,20</b>	<b>168 119 625,26</b>	<b>1 148 707 488,18</b>	<b>1 094 615 599,76</b>	-	-	-	-
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	85 377 948,29	-	85 377 948,29	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés (*)	1 632 823 367,98	168 119 625,26	528 279 529,50	936 424 213,22	731 255,83	548 249 528,03	11 718 369,61	69 801 995,81
Etat	431 507 460,08	-	431 507 460,08	-	-	431 507 460,08	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	185 788 229,72	-	27 596 843,18	158 191 386,54	-	-	-	-
Personnel	48 078 487,52	-	48 078 487,52	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-actif	27 867 219,61	-	27 867 219,61	-	-	-	-	-

(\*) sont considérées échues et non recouvrées les créances antérieures à 2010 (âge > 1 an)

En DH

## TABEAU DES DETTES

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES & NON PAYEES	MONTANT EN DEVISES	MONTANT SUR ETAT ET ORGANISMES PUBLICS	MONTANT SUR LES ENTREPRISES LIEES	MONTANT REPRESENTÉ PAR EFFET
<b>DU FINANCEMENT</b>	<b>1 210 000 000,00</b>	<b>1 130 000 000,00</b>	<b>80 000 000,00</b>	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	960 000 000,00	880 000 000,00	80 000 000,00	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	250 000 000,00	250 000 000,00	-	-	-	-	-	-
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>3 133 892 289,44</b>	-	<b>3 013 385 007,79</b>	<b>120 507 281,65</b>	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 961 371 381,99	-	1 933 631 763,42	27 739 618,57	92 515 848,96	-	97 285 386,03	12 654 524,08
Clients créditeurs, avances et acomptes	121 977 566,33	-	121 977 566,33	-	-	-	-	-
Personnel	55 523 749,50	-	55 523 749,50	-	-	-	-	-
Organismes sociaux	25 320 396,18	-	25 320 396,18	-	-	25 320 396,18	-	-
Etat	596 913 903,92	-	596 913 903,92	-	-	596 913 903,92	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres créanciers	197 877 815,66	-	105 110 152,58	92 767 663,08	-	-	-	-
Comptes de régularisation-passif	174 907 475,86	-	174 907 475,86	-	-	-	-	-

En DH

## TABEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SURETE	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLÔTURE
-------------------------------------	-------------------------------	------------	----------------------------	---------------	--

SURETES DONNEES  
SURETES RECUES

Néant

(1) Gage-hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

En DH

### ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT EXERCICE	MONTANT EXERCICE PRECEDENT
<b>Avals et cautions</b>		
Cautions bancaires au profit de l'Autorité Délégante	119 745 000,00	115 695 000,00
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	7 064 644,00	8 000 000,00
Cautions bancaires au profit des Eaux et Forêts	31 447,00	13 447,00
Cautions bancaires au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du louer	1 828 500,00	1 828 500,00
<b>Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires</b>		
Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	395 252 996,49	436 356 299,87
<b>Autres Engagements</b>		
Engagements contractuels d'investissements	3 242 321 428,63	3 797 645,25
<b>TOTAL (1)</b>	<b>3 766 244 016,11</b>	<b>565 690 892,12</b>
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
<b>Avals et cautions</b>	<b>530 256 429,83</b>	<b>380 254 793,26</b>
Garanties reçues sur contrats		
<b>Autres engagements</b>	<b>773 065 000,00</b>	<b>691 602 000,00</b>
Facilités de crédit non utilisées		
<b>TOTAL (2)</b>	<b>1 303 321 429,83</b>	<b>1 071 856 793,26</b>
(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

### PASSIFS EVENTUELS

#### Audit de la Ville 1997-2006 :

- En date du 10 février 2012, Lydec a reçu une lettre de notification de l'Autorité Délégante lui demandant le versement d'une somme de 546 MDHs et des redressements comptables pour un montant de 892 MDHs comme conséquence des conclusions du rapport d'audit de la gestion déléguée sur la période 1997-2006.

La demande de versement concerne :

- la redevance due à l'Autorité Délégante au titre de l'article 28 de la convention de gestion déléguée pour 15,7 MDHs ;
- la marge revenant à l'Autorité Délégante au titre de l'article 33 de la convention de gestion déléguée qui prévoit que « si, pour un exercice, le rapport entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) et le chiffre d'affaires (CA) dépasse le rapport indiqué dans le tableau des projections financières du contrat pour l'exercice concerné, majoré de 10%, Lydec versera à l'Autorité Délégante 35% de ce dépassement multiplié par le chiffre d'affaires ». Les conclusions du rapport d'audit amènent ainsi les auditeurs à procéder à des reclassements majorant l'EBE et générant un montant à verser à l'Autorité Délégante de 530,7 MDHs.

Les redressements comptables concernent :

- des redressements comptables, principalement au profit des comptes de Tiers, pour 489 MDHs. L'auditeur estime qu'il existe vis-à-vis de ces Tiers des dépenses non imputables ou des recettes qui doivent leur être affectées ;
- les avances faites au titre des pensions de retraite versées par Lydec aux retraités entre 1997 et 2003 en lieu et place de la Caisse de Retraite Interne. L'auditeur estimant que cette créance de 403,0 MDHs ne devrait être imputée sur l'Autorité Délégante qu'avec son autorisation préalable.

Le 20 octobre 2011, après avoir procédé à la relecture contradictoire des rapports des auditeurs, Lydec avait réfuté l'ensemble des points soulevés dans un dossier de réponses détaillé adressé à l'Autorité Délégante.

Le 15 février 2012, Lydec a réaffirmé cette position dans un courrier officiel adressé à l'Autorité Délégante contestant sur la forme comme sur le fond l'ensemble des conclusions de ce rapport. La plus grande partie des observations de l'audit porte sur des sujets antérieurement réglés dans le cadre de la révision des conditions techniques et économiques du contrat de gestion déléguée lancé en 2006 et conclu en 2009 par la signature d'un avenant avec l'Autorité Délégante.

A l'issue de plusieurs réunions tenues sur ce sujet sous l'égide de la Direction des Régies et des Services Concédés, Lydec a fait procéder à une expertise indépendante par un cabinet international pour les aspects comptables et financiers, appuyée par une analyse juridique par un cabinet d'avocats sur certains points spécifiques.

Le 31 octobre 2012, Lydec a transmis à l'Autorité Délégante cette expertise qui confirme la position de Lydec selon laquelle la plus grande partie des redressements mentionnés par le rapport d'audit a déjà été traitée dans le cadre de l'avenant au contrat de gestion déléguée signé en mai 2009.

En date du 3 mai 2013, le Comité de Suivi de la Gestion Déléguée a pris acte des rapports transmis par le Délégué en octobre 2012 et décidé la constitution d'une commission mixte Autorité Délégante-Lydec-Autorité de Tutelle aux fins de lui faire des propositions de résolution de ce dossier. Cette commission s'est réunie à deux reprises en juillet 2013. Lydec reste dans l'attente d'une nouvelle réunion de la commission mixte.

#### Audit de l'ODC :

- Le 14 avril 2011, Lydec a reçu un courrier de l'Office des Changes faisant état des constatations relevées par ce dernier suite au contrôle entrepris par ses services sur la période 2005-2011. Ce courrier demandait des explications quant à certaines constatations relevées et a fait l'objet d'une réponse argumentée et détaillée de la société en date du 6 juin 2011.

En 2013, l'Office des Changes a décidé d'étendre son contrôle sur la période 2011/2012 et de tenir compte des dispositions du contrat de gestion déléguée dans l'analyse des transactions effectuées par Lydec. Un complément d'informations et de documents a ainsi été adressé par Lydec à l'Office des Changes en date du 12 avril 2013.

Le 27 juin 2013, Lydec a reçu un courrier de l'Office des Changes faisant état d'irrégularités relevées sur la période contrôlée et demandant à Lydec de lui fournir tout complément d'information et documents dans un délai imparti. Lydec a apporté des explications et des compléments d'informations dans un courrier transmis à l'Office en date du 17 juillet 2013 et tenu une réunion avec ses services en date du 12 septembre 2013. Le 3 octobre 2013, Lydec a complété ses précédents courriers par la transmission d'autres compléments d'informations.

Lydec conteste les principales constatations relevées par l'Office des Changes et estime que les justifications apportées sont probantes et de nature à convaincre l'Office des Changes de la conformité des pratiques de la société avec la réglementation en vigueur et/ou avec le contrat de gestion déléguée.

### ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2013

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société LYDEC S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1.675.444.993,51 dont un bénéfice net de l'exercice de MAD 295.845.133,67.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société LYDEC S.A. au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les trois points suivants :

• Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2013 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'avenant de la révision du contrat de gestion déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance envers l'Autorité Délégante d'un montant de MMAD 48 au 31 décembre 2013, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR.

• En 2011, Lydec a reçu le rapport définitif de l'audit diligent par la gestion déléguée pour la période de 1997 à 2006. Ce rapport fait ressortir un montant de redressement total de MMAD 1.438 dont un versement par Lydec de MMAD 546 et des redressements comptables des comptes de MMAD 892.

Lydec a contesté l'ensemble des redressements soulevés dans ce rapport d'audit en expliquant notamment que la plus grande partie des redressements mentionnés par ledit rapport a été traitée dans l'avenant au contrat de gestion déléguée signé en mai 2009. Par ailleurs, une expertise indépendante a été diligentée par Lydec et un rapport a été remis à l'Autorité Délégante en date du 31 octobre 2012 qui analyse les points relevés par l'audit de la ville.

À aujourd'hui, des démarches sont en cours avec l'Autorité Délégante afin de poursuivre les procédures prévues dans le cadre des dispositions du contrat de gestion déléguée en pareille situation.

• Le 14 avril 2011, Lydec a reçu un courrier de l'Office des Changes faisant suite au contrôle entrepris par ses services sur la période 2005-2011. Ce courrier demandait des explications quant à certaines constatations relevées et a fait l'objet d'une réponse argumentée et détaillée de la société en date du 6 juin 2011.

En 2013, l'Office des Changes a décidé d'étendre son contrôle à la période 2011-2012. Le management de Lydec précise que l'Office des Changes a accepté, de tenir compte des dispositions du contrat de gestion déléguée dans l'analyse des transactions effectuées par la société. Un complément d'informations et de documents a ainsi été adressé par Lydec à l'Office des Changes en date du 12 avril 2013.

Le 27 juin 2013, Lydec a reçu un courrier de l'Office des Changes faisant état d'irrégularités relevées sur la période 2005-2012 et demandant à Lydec de lui fournir tout complément d'informations et documents dans un délai imparti.

Lydec a apporté des compléments d'information dans une réponse adressée à l'office des changes en date du 17 juillet 2013. Une réunion a été tenue avec les services de ce dernier en date du 12 septembre 2013 et un nouveau complément d'informations a été transmis par Lydec en date du 3 octobre 2013.

Lydec conteste les principales constatations relevées par l'Office des Changes et estime que les justifications apportées sont probantes et de nature à convaincre l'Office des Changes de la conformité des pratiques de la société avec la réglementation en vigueur et/ou avec le contrat de gestion déléguée.

#### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

Les Commissaires aux Comptes

Casablanca, le 13 février 2014

ERNST & YOUNG  
Bachir TAZI - Associé



MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Abdou DIOP - Associé



Siège social : 48, rue Mohamed Diouri - 20 110 Casablanca - B.P. : 16048 - Tél. : 05 22 54 90 54

Direction Générale : angle avenue Moulay Hassan 1<sup>er</sup> et rue Gouraud - 20 070 Casablanca

S.A. au capital de 800 000 000 DH - RC : Casablanca 80617 - Patente : 32400265 - I.F. : 01085706



www.lydec.ma